

Burundi : Nkurunziza évalue sa première année depuis sa réélection

@rib News, 26/08/2011 â€“ Source Xinhua Une année après sa réélection à la magistrature suprême du Burundi, le président Pierre Nkurunziza a adressé vendredi à partir de la commune Kayogoro de la province Makamba au Sud du pays un message à la Nation dans lequel il a évalué les activités réalisées au cours de cette période et les défis qui restent encore à affronter. Le message commence par le remerciement qu'il a adressé au peuple burundais qui n'a pas prêté l'oreille aux détracteurs de la démocratie, évitant ainsi le pays de retourner "dans les systèmes de coups d'Etat ou de gouvernement de transition" et a affirmé son ferme engagement à faire tout ce qu'il pourra afin de consolider les acquis de la démocratie.

"Ce que vous avez décidé lors des élections, nous nous devons de le respecter sans tergiverser", a-t-il ajouté avant de dire aux politiciens qui réclament les négociations qu'"ils pourront les attendre, et attendre encore, en vain" tout en invitant les responsables politiques à se préparer déjà aux prochaines élections de 2015. Le président a dit qu'il n'acceptera jamais un dialogue avec des groupes isolés qui se comportent comme étant les seuls détenteurs des solutions que connaît le pays. Il a rappelé que la démarche de dialogue inclusif et des consultations avec diverses composantes de la population dans tous les domaines avait permis d'élaborer la stratégie nationale en matière de gouvernance démocratique et de lutte contre la corruption et les autres infractions connexes, la vision Burundi 2025, le 2^e cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, le nouveau code foncier, la loi sur les partis politiques et la Commission nationale indépendante des droits de l'homme. Grâce à ces consultations, le pays a mis en place l'institution de l'Ombudsman et tenir différents états généraux (communication, société civile...). Le chef de l'Etat a également mis son actif le dialogue social qui a conduit sensiblement les mouvements de grève, la culture de redevabilité qui fait son pas, la mise en place de l'office burundais des recettes qui, au premier semestre de cette année, a fait rentrer au trésor public 240 milliards de FBU alors que pour la même période une année avant, il n'y avait que 177 milliards, soit respectivement environ 19.500.000 et environ 14.400.000 dollars, ce qui signifie 39% d'augmentation. Abordant le défi des défis, il a parlé de la multiplication des emplois pour résoudre le problème de chômage et a annoncé une série de mesures qui englobent le changement des curricula dans les établissements d'enseignement, l'amélioration du climat des affaires pour attirer les investisseurs étrangers et la construction de plusieurs écoles et autres structures de soins à travers les travaux de développement communautaire. Il n'a pas oublié de parler de la sécurité, dit-il, "la perturbation de la sécurité qui s'observe ici et là, les tueries et le banditisme que l'on rapporte ne signifie nullement que le pays est en guerre". Le président Nkurunziza a également fait mention de la campagne d'explications sur la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation qui vise la réconciliation du peuple burundais après une longue guerre fratricide et ainsi jeter les jalons de la paix durable et partant du développement durable. Il a entretemps mis en garde certains juges qui prétendent agir sur ses injonctions. "Nous leur demandons de dire le droit dans l'esprit et le respect de la loi et de la déontologie et que ceux qui tiennent de tels propos calomnieux soient punis", leur a-t-il dit.